

**ACCORD CANADA-SASKATCHEWAN  
SUR LES AVIS D'ÉVÉNEMENTS ENVIRONNEMENTAUX  
(« l'Accord »)**

**ENTRE**

**LE GOUVERNEMENT DU CANADA**  
représenté par le ministre fédéral de l'Environnement  
et le ministre fédéral des Pêches et des Océans  
(« le Canada »)

**ET**

**LE GOUVERNEMENT DE LA SASKATCHEWAN**  
représenté par le ministre de l'Environnement de la Saskatchewan  
(« la Saskatchewan »)

(collectivement, « les Parties »)

**ATTENDU QUE** le Canada et la Saskatchewan se sont engagés à atteindre le plus haut niveau de qualité de l'environnement afin d'améliorer la santé et le bien-être des Canadiens et de préserver le milieu naturel;

**ET ATTENDU QUE** le Conseil canadien des ministres de l'Environnement a souscrit à la *Déclaration sur la collaboration intergouvernementale en matière d'environnement* (1990) pour assurer un cadre général à la collaboration intergouvernementale dans le domaine de l'environnement;

**ET ATTENDU QUE** le Canada et la Saskatchewan reconnaissent l'avantage de collaborer afin de diminuer les doublons administratifs découlant de dispositions législatives et réglementaires comparables et qu'il y a lieu d'en préciser les modalités dans un accord;

**ET ATTENDU QUE** le ministre fédéral de l'Environnement est chargé d'appliquer les articles 36 à 42 de la *Loi sur les pêches*, L.R.C. 1985, ch. F-14;

**ET ATTENDU QUE**, conformément à l'article 9 de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, L.C. 1999, ch. 33 [*LCPE (1999)*], le ministre fédéral de l'Environnement peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, conclure un accord avec un gouvernement;

**ET ATTENDU QUE**, conformément à l'article 5 de la *Loi sur le ministère des Pêches et des Océans*, L.R.C. 1985, ch. F-15, le ministre fédéral des Pêches et des Océans peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, conclure avec les gouvernements des provinces ou leurs organismes des accords relatifs à la réalisation de programmes relevant de sa compétence;

**ET ATTENDU QUE**, conformément au paragraphe 3(4) de la loi de la Saskatchewan intitulée « *Environmental Management and Protection Act, 2002*, S.S. 2002, c. E-10.21 », le ministre de l'Environnement de la Saskatchewan peut conclure des accords avec le gouvernement du Canada ou de toute autre province, ou avec toute autre agence d'un tel gouvernement, en matière de responsabilités et d'activités concernant la protection climatique et environnementale;

**ET ATTENDU QUE** le gouverneur en conseil a autorisé le ministre fédéral de l'Environnement et le ministre fédéral des Pêches et des Océans, en vertu du décret du Conseil « [insérer le renvoi](#) », à conclure, au nom du gouvernement du Canada, le présent Accord avec la Saskatchewan;

**ET ATTENDU QUE** le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé le ministre de l'Environnement de la Saskatchewan, en vertu du décret du Conseil de la Saskatchewan « [insérer le renvoi](#) », à conclure, au nom du gouvernement de la Saskatchewan, le présent Accord avec le Canada;

**EN FOI DE QUOI**, eu égard aux engagements réciproques ci-après énoncés, les parties signataires conviennent de ce qui suit :

## **1.0 INTRODUCTION**

La présente est un accord entre le Canada et la Saskatchewan concernant l'établissement de procédures de réception et de transmission, en temps opportun entre les Parties, en matière d'avis d'événements environnementaux.

Le présent Accord modifie l'Entente administrative Canada-Saskatchewan [1994] concernant la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* (ci-après appelée « Entente de 1994 en vertu de la *LCPE* »), par rapport à l'avis d'événements environnementaux. De plus, le présent Accord modifie l'Entente administrative Canada-Saskatchewan [1994] sur la réglementation des rejets de substances nocives conclue en vertu de la *Loi sur les pêches* (ci-après appelée « Entente de 1994 en vertu de la *Loi sur les pêches* »), par rapport à l'avis d'événements environnementaux.

## **2.0 DÉFINITIONS**

Dans le présent Accord, les termes ci-après ont le sens suivant :

« autres incidents environnementaux d'intérêt fédéral » incluent :

- (a) un rejet d'une substance nocive à l'environnement, autre qu'un rejet visé par la *LCPE (1999)* ou la *Loi sur les pêches*, qui se produit sur un territoire domanial ou des terres autochtones;
- (b) un rejet d'une substance qui nuit ou menace de nuire à la sécurité, à la santé ou au bien-être du public, à l'environnement ou à une propriété située le long d'une frontière commune (interjuridictionnelle ou internationale); et
- (c) un rejet d'une substance d'importance qui nuit ou menace de nuire à la sécurité, à la santé ou au bien-être du public, à l'environnement ou à la propriété de citoyens canadiens;

« avis » ou « aviser » s'entend du transfert au Canada ou à la Saskatchewan de toute information sur un événement environnemental au moyen de son système d'avis disponible tous les jours, 24 heures sur 24 (incluant la ligne téléphonique sans frais accessible en tout temps de la Saskatchewan), mais ne fait pas référence aux rapports de suivi écrits comme l'exige la *LCPE (1999)* ou la *Loi sur les pêches*;

« Environnement Canada » s'entend le ministère fédéral de l'Environnement;

« événement environnemental » s'entend notamment :

- (a) d'un rejet effectif ou probable d'une substance dans l'environnement en violation d'un règlement pris en vertu de l'article 95, 169, 179 ou 212, ou en violation d'un arrêté pris en vertu de l'article 95, de la *LCPE (1999)*;
- (b) d'une urgence environnementale au sens de l'article 201 de la *LCPE (1999)*;

- (c) d'un rejet ou d'une immersion irréguliers – effectifs, ou fort probables et imminents – d'une substance nocive dans des eaux où vivent des poissons, tel que défini au paragraphe 38(4) de la *Loi sur les pêches*;
- (d) d'autres incidents environnementaux d'intérêt fédéral; ou
- (e) d'une demande sollicitant l'expertise scientifique ou technique d'Environnement Canada en cas d'urgence;

« indice des prix à la consommation » s'entend un indicateur de la variation des prix à la consommation que connaissent les Canadiens, obtenu en comparant au fil du temps le coût d'un panier fixe de produits achetés par les consommateurs;

« *LCPE (1999)* » s'entend la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, L.C. 1999, ch. 33, dans sa version modifiée;

« *Loi sur les pêches* » s'entend la *Loi sur les pêches*, L.R.C. 1985, ch. F-14, dans sa version modifiée;

« Pêches et Océans Canada » s'entend le ministère fédéral des Pêches et des Océans;

« rejet » s'entend rejet, tel que défini au paragraphe 3(1) de la *LCPE (1999)* ou au paragraphe 34(1) de la *Loi sur les pêches*;

« Statistique Canada » s'entend l'organisme statistique national du Canada;

« substance nocive » s'entend substance nocive, telle que définie au paragraphe 34(1) de la *Loi sur les pêches*;

« taux de variation des moyennes annuelles de l'indice des prix à la consommation – indice d'ensemble, non désaisonnalisé, Canada, provinces, centres urbains » s'entend le taux de variation des moyennes annuelles pour le Canada de l'indice des prix à la consommation – indice d'ensemble, non désaisonnalisé, Canada, provinces, centres urbains, établi annuellement par Statistique Canada;

« terres autochtones » s'entend terres autochtones, telles que définies au paragraphe 3(1) de la *LCPE (1999)*;

« territoire domanial » s'entend territoire domanial, tel que défini au paragraphe 3(1) de la *LCPE (1999)*.

### **3.0 OBJECTIFS**

Voici les objectifs du présent Accord :

**3.1** fournir un système efficace et efficient aux personnes qui doivent aviser les autorités appropriées des événements environnementaux, conformément aux lois fédérales et provinciales; et

**3.2** fournir un système efficace et efficient qui permet à la Saskatchewan de recevoir et de transmettre à Environnement Canada tout avis d'un événement environnemental reçu par la Saskatchewan.

## **4.0 COMITÉ DE GESTION**

### **4.1 Formation**

Les Parties formeront un comité de gestion chargé de superviser la mise en œuvre du présent Accord. Le Comité de gestion comprendra le même nombre de fonctionnaires fédéraux et provinciaux, lesquels seront respectivement nommés par les Parties.

### **4.2 Coprésidents**

Le Comité de gestion sera coprésidé par un représentant du Canada et un représentant de la Saskatchewan. Les coprésidents seront considérés comme des membres du Comité de gestion.

### **4.3 Fonctionnement**

**4.3.1** Le Comité de gestion se réunira au moins une fois par exercice (d'avril à mars) ou à la demande écrite de l'une des Parties, aux lieux et dates convenus par les coprésidents.

**4.3.2** Lorsqu'un membre du Comité de gestion ne peut prendre part à une réunion du Comité, la Partie qui l'a nommé au Comité désignera un remplaçant pour ce membre.

**4.3.3** Toutes les décisions du Comité de gestion seront prises par voie de consensus. En l'absence d'un tel consensus, la question en litige sera présentée aux Personnes-ressources identifiées à l'article 13.0 du présent Accord.

**4.3.4** Le Comité de gestion peut établir des procédures d'administration et de fonctionnement du Comité.

**4.3.5** Nonobstant l'expiration ou la résiliation de l'Accord, le Comité de gestion dispose de six mois pour achever ses activités après la date d'expiration ou de résiliation du présent Accord.

### **4.4 Responsabilités**

Le Comité de gestion doit notamment :

**4.4.1** établir des procédures normalisées de fonctionnement :

- (a) pour la collecte et le traitement des avis d'événements environnementaux reçus par la Saskatchewan conformément au présent Accord, ainsi que pour la transmission de ces renseignements à Environnement Canada; et
- (b) pour la collecte et le traitement des avis d'événements environnementaux survenus en Saskatchewan et reçus par Environnement Canada conformément au présent Accord, ainsi que pour la transmission de ces renseignements à la Saskatchewan.

**4.4.2** évaluer les possibilités et mettre en œuvre des changements qui permettront d'améliorer l'efficacité de la gestion des renseignements (notamment la réception, la transmission, l'archivage de l'information ainsi que la production d'avis);

**4.4.3** établir des normes de rendement pour la gestion des renseignements (notamment la réception, la transmission, l'archivage de l'information ainsi que la production d'avis);

**4.4.4** examiner annuellement l'application du présent Accord;

**4.4.5** dans les deux semaines suivant les réunions du Comité de gestion, préparer le compte rendu des réunions et le transmettre aux membres du Comité de gestion; et

**4.4.6** formuler des recommandations écrites aux Personnes-ressources identifiées à l'article 13.0 du présent Accord sur le besoin possible de réviser cet Accord, s'il y a lieu, et regrouper dans un document définitif toutes les recommandations écrites au plus tard six mois avant l'expiration du présent Accord.

## **5.0 ACTIVITÉS**

### **5.1 Avis d'un événement environnemental**

**5.1.1** La Saskatchewan et Environnement Canada conviennent de tenir à jour et de surveiller un système d'avis, qui sera disponible tous les jours, 24 heures sur 24, pour recevoir, évaluer et documenter l'avis d'un événement environnemental.

**5.1.2** La Saskatchewan accepte de tenir à jour et d'exploiter une ligne téléphonique sans frais disponible en tout temps qui fera partie de son système d'avis accessible tous les jours, 24 heures sur 24.

**5.1.3** La Saskatchewan consent à aviser Environnement Canada quand elle reçoit l'avis d'un événement environnemental conformément aux procédures normalisées de fonctionnement établies à l'article 4.4.1 du présent Accord, telles que modifiées de temps en temps.

**5.1.4** Environnement Canada convient d'informer la Saskatchewan quand il reçoit l'avis d'un événement environnemental survenu en Saskatchewan, conformément aux procédures normalisées de fonctionnement établies à l'article 4.4.1 du présent Accord, telles que modifiées de temps en temps.

**5.1.5** La Saskatchewan accepte de donner à Environnement Canada un accès mutuellement acceptable aux enregistrements sonores des appels téléphoniques concernant l'avis d'un événement environnemental pendant les deux ans suivant la réception des appels.

**5.1.6** Environnement Canada consent à faire connaître par différents moyens la ligne téléphonique sans frais accessible en tout temps de la Saskatchewan, y compris dans des publications imprimées et des annonces ou avis en ligne.

### **5.2 Transmission de renseignements écrits concernant l'avis d'un événement environnemental**

**5.2.1** La Saskatchewan consent à remettre à Environnement Canada des copies électroniques des avis d'événements environnementaux, conformément aux procédures normalisées de fonctionnement établies à l'article 4.4.1 du présent Accord, telles que modifiées de temps en temps.

**5.2.2** Environnement Canada convient de remettre à la Saskatchewan des copies électroniques des avis d'événements environnementaux, conformément aux procédures normalisées de fonctionnement établies à l'article 4.4.1 du présent Accord, telles que modifiées de temps en temps.

### **5.3 Communication d'autres renseignements**

Environnement Canada consent à donner à la Saskatchewan des séances de formation et d'information, sans frais à la Saskatchewan, chaque année, ou plus fréquemment si une des Parties juge que c'est nécessaire, concernant les renseignements à fournir au Canada dans le cadre du présent Accord.

#### **5.4 Prestation de services bilingues**

Aux termes de la *Loi sur les langues officielles*, L.R.C. 1985, ch. 31 [4e suppl.], Environnement Canada accepte de fournir à la Saskatchewan des services de soutien téléphonique, tous les jours, 24 heures sur 24, pour les avis d'événements environnementaux en français, sans frais à la Saskatchewan et conformément aux procédures normalisées de fonctionnement établies à l'article 4.4.1 du présent Accord, telles que modifiées de temps en temps.

#### **6.0 ACCÈS À L'INFORMATION ET PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

**6.1** Les Parties reconnaissent expressément que leur loi respective sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels s'appliquera à l'information reçue selon le présent Accord, et conviennent de collaborer en vue d'honorer et de respecter les obligations légales de l'autre en vertu de cette loi.

**6.2** Conformément au présent Accord, les Parties conviennent d'échanger les demandes d'accès à l'information reçues.

#### **7.0 DISPOSITIONS FINANCIÈRES**

À l'appui du fonctionnement et de l'entretien du système d'avis de la Saskatchewan disponible en tout temps, 24 heures sur 24, les dispositions financières suivantes s'appliquent :

**7.1** La Saskatchewan devra fournir une facture pour paiement au montant de 10 000 \$ pour services rendus durant l'année financière au cours de laquelle le présent Accord entre en vigueur. Cette facture devra être envoyée entre le 10 mars et le 31 mars de cette année financière. Environnement Canada effectuera un paiement à la Saskatchewan pour ce montant, dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture.

**7.2** Pour chaque année financière suivant l'entrée en vigueur du présent Accord, la Saskatchewan devra fournir une facture pour paiement qui correspond au paiement effectué l'année financière précédente, indexé selon le taux de variation des moyennes annuelles de l'indice des prix à la consommation – indice d'ensemble, non désaisonnalisé, Canada, provinces, centres urbains, pour l'année civile qui précède immédiatement l'année financière pour laquelle le paiement est demandé, pour services rendus entre le 1<sup>er</sup> avril et le 31 mars de cette année financière ultérieure. La Saskatchewan devra envoyer sa facture à Environnement Canada entre le 10 mars et le 31 mars de l'année financière durant laquelle les services ont été rendus. Sur réception de la facture de la Saskatchewan, Environnement Canada effectuera un paiement à la Saskatchewan pour ce montant, dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture.

#### **8.0 INTERPRÉTATION**

Rien dans le présent Accord ne doit être interprété comme :

**8.1** affectant la répartition des pouvoirs constitutionnels entre les deux Parties;

**8.2** limitant de quelque manière le pouvoir du Canada ou de la Saskatchewan d'appliquer ses lois ou règlements; ou

**8.3** modifiant l'application de toute loi ou de tout règlement en vigueur au Canada ou en Saskatchewan.

## **9.0 DURÉE DE L'ACCORD**

**9.1** Le présent Accord entre en vigueur à la date de l'entrée en vigueur des règlements fédéraux suivants : le *Règlement sur les avis de rejet ou d'urgence environnementale* et le *Règlement sur les avis de rejet ou d'immersion irréguliers*.

**9.2** Le présent Accord prend fin cinq ans après la date de son entrée en vigueur, conformément au paragraphe 9(7) de la *LCPE (1999)*, ou à une date ultérieure, conformément à toute modification future au paragraphe 9(7).

**9.3** L'une ou l'autre Partie peut résilier le présent Accord en fournissant à l'autre Partie un préavis d'au moins trois mois.

**9.4** En cas de modification au paragraphe 9(7) de la *LCPE (1999)* réduisant ou éliminant l'obligation minimale de préavis d'au moins trois mois, les Parties conviennent que l'une ou l'autre Partie peut résilier le présent Accord en fournissant à l'autre Partie un préavis d'au moins trois mois.

**9.5** Nonobstant les articles 9.3 et 9.4, chaque Partie convient de faire tout effort raisonnable pour fournir à l'autre Partie un préavis écrit d'au moins six mois pour la résiliation du présent Accord.

## **10.0 MODIFICATION DE L'ACCORD**

Le présent Accord peut être modifié à l'occasion par écrit et sur consentement des Parties, sous réserve de toute approbation nécessaire du gouverneur en conseil et du lieutenant-gouverneur en conseil.

## **11.0 RÈGLEMENT DE DIFFÉRENDS**

Tout différend au sujet de l'interprétation ou de la mise en œuvre du présent Accord sera résolu par consultation entre les Parties et ne sera pas renvoyé pour règlement à un tribunal, une cour ou toute autre tierce partie.

## **12.0 MODIFICATIONS CONSÉQUENTES**

**12.1** Conformément à l'article 8 de l'Entente de 1994 en vertu de la *LCPE*, le présent Accord modifie l'Entente de 1994 en vertu de la *LCPE*, tel que stipulé ci-dessous :

**12.1.1** en abrogeant les articles 3.1 et 4.1 à 4.5 de l'annexe 2 de l'Entente de 1994 en vertu de la *LCPE*;

**12.1.2** en remplaçant toute référence à « sous-ministre associé, Division de la politique et des programmes, SERM » dans l'Entente de 1994 en vertu de la *LCPE* par « Directeur exécutif, Direction générale de l'industrie, ministère de l'Environnement de la Saskatchewan »;

**12.1.3** en remplaçant toute référence à « Directeur, Division de la Saskatchewan, Direction de la Protection de l'environnement, région des Prairies et du Nord, EC » dans l'Entente de 1994 en vertu de la *LCPE* par « Directeur, Direction des activités de protection de l'environnement, région des Prairies et du Nord, Environnement Canada »;

**12.1.4** en abrogeant les définitions suivantes à l'article 1 de l'Entente de 1994 en vertu de la *LCPE* : « Agent environnemental », « Inspecteur de la *LCPE* », « *LCPE* » et « SERM »;

**12.1.5** en ajoutant les définitions suivantes à l'article 1 de l'Entente de 1994 en vertu de la *LCPE* :

« agent de l'autorité » s'entend un agent de l'autorité désigné en vertu de l'article 217 de la *LCPE (1999)*;

« agent environnemental » s'entend « environment officer », tel que défini à l'article 2 de la loi de la Saskatchewan intitulée « *Environmental Management and Protection Act, 2002*, S.S. 2002, c. E-10.21 »;

« *LCPE (1999)* » s'entend la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, L.C. 1999, ch. 33, dans sa version modifiée;

« ministère de l'Environnement de la Saskatchewan » s'entend le ministère de l'Environnement pour la province de la Saskatchewan;

**12.1.6** en stipulant que, dans l'Entente de 1994 en vertu de la *LCPE* :

(a) toute référence à la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* ou à « *LCPE* », et aux dispositions spécifiques de la *LCPE*, devra être remplacée par la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)* ou « *LCPE (1999)* », et les dispositions correspondantes dans la *LCPE (1999)*, respectivement, à l'exception de la référence à la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* dans le titre de l'Entente de 1994 en vertu de la *LCPE* et à l'exception de la référence à l'article 98 de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* dans le préambule de l'Entente de 1994 en vertu de la *LCPE*;

(b) toute référence à « Inspecteur de la *LCPE* » devra être remplacée par « agent de l'autorité »;

(c) toute référence à « SERM » devra être remplacée par « ministère de l'Environnement de la Saskatchewan »;

**12.1.7** en remplaçant l'article 4.6 de l'annexe 2 de l'Entente de 1994 en vertu de la *LCPE* avec ce qui suit :

**4.6** Le ministère de l'Environnement de la Saskatchewan fera automatiquement office d'organisme d'intervention principal pour tous les incidents environnementaux survenus dans la province sauf pour les incidents identifiés ci-dessous :

- a. un incident environnemental qui implique une substance figurant sur la Liste des substances toxiques de l'annexe 1 de la *LCPE (1999)* pour lequel il faut établir un rapport en vertu d'un règlement de la *LCPE (1999)*;
- b. un incident environnemental mettant en cause un territoire domanial ou un ouvrage ou une entreprise de compétence fédérale ou pouvant avoir des conséquences sur ces derniers; et
- c. un incident environnemental mettant en cause un territoire ou des eaux situées à l'extérieur des frontières de la Saskatchewan, ou pouvant avoir des conséquences sur ces derniers.

Pour ces incidents environnementaux, l'organisme d'intervention principal sera d'abord déterminé conjointement par l'agent de l'autorité fédéral et par l'agent environnemental provincial qui ont reçu le rapport d'incident environnemental. La répartition des tâches peut être modifiée par la suite après entente entre le Directeur, Direction des activités de protection de l'environnement, région des Prairies et du Nord, Environnement Canada et



le Directeur exécutif, Direction générale de l'industrie, ministère de l'Environnement de la Saskatchewan.

**12.2** Conformément à l'article 8 de l'Entente de 1994 en vertu de la *Loi sur les pêches*, le présent Accord modifie l'Entente de 1994 en vertu de la *Loi sur les pêches*, tel que stipulé ci-dessous :

**12.2.1** en abrogeant les articles 3.1 et 4.1 à 4.3 de l'annexe 2 de l'Entente de 1994 en vertu de la *Loi sur les pêches*;

**12.2.2** en remplaçant toute référence à « sous-ministre associé, Division de la politique et des programmes, SERM » dans l'Entente de 1994 en vertu de la *Loi sur les pêches* par « Directeur exécutif, Direction générale de l'industrie, ministère de l'Environnement de la Saskatchewan »;

**12.2.3** en remplaçant toute référence à « Directeur, Division de la Saskatchewan, Direction de la Protection de l'environnement, région des Prairies et du Nord, EC » dans l'Entente de 1994 en vertu de la *Loi sur les pêches* avec « Directeur, Direction des activités de protection de l'environnement, région des Prairies et du Nord, Environnement Canada »;

**12.2.4** en abrogeant les définitions suivantes à l'article 1 de l'Entente de 1994 en vertu de la *Loi sur les pêches* : « Agent environnemental » et « SERM »;

**12.2.5** en ajoutant les définitions suivantes à l'article 1 de l'Entente de 1994 en vertu de la *Loi sur les pêches* :

« agent environnemental » s'entend « environment officer », tel que défini à l'article 2 de la loi de la Saskatchewan intitulée « *Environmental Management and Protection Act, 2002*, S.S. 2002, c. E-10.21 »;

« ministère de l'Environnement de la Saskatchewan » s'entend le ministère de l'Environnement pour la province de la Saskatchewan;

**12.2.6** en stipulant que, dans l'Entente de 1994 en vertu de la *Loi sur les pêches*, toute référence à « SERM » devra être remplacée par « ministère de l'Environnement de la Saskatchewan »;

**12.2.7** en remplaçant l'article 4.4 de l'annexe 2 de l'Entente de 1994 en vertu de la *Loi sur les pêches* avec ce qui suit :

**4.4** Le ministère de l'Environnement de la Saskatchewan fera automatiquement office d'organisme d'intervention principal pour tous les incidents environnementaux survenus dans la province sauf pour les incidents identifiés ci-dessous :

- a. un incident environnemental qui implique l'immersion ou le rejet d'une substance nocive dans des eaux où vivent des poissons ou fréquentées par ceux-ci, ou qui risque fortement d'entraîner l'altération, la perturbation ou la destruction d'un habitat de poisson;
- b. un incident environnemental mettant en cause un territoire domanial ou un ouvrage ou une entreprise de compétence fédérale ou pouvant avoir des conséquences sur ces derniers; et
- c. un incident environnemental mettant en cause un territoire ou des eaux situées à l'extérieur des frontières de la Saskatchewan, ou pouvant avoir des conséquences sur ces derniers.

Pour ces incidents environnementaux, l'organisme d'intervention principal sera d'abord déterminé conjointement par l'inspecteur des pêches fédéral et l'agent environnemental

provincial qui ont reçu le rapport d'incident environnemental. La répartition des tâches peut être modifiée par la suite après entente entre le Directeur, Direction des activités de protection de l'environnement, région des Prairies et du Nord, Environnement Canada et le Directeur exécutif, Direction générale de l'industrie, ministère de l'Environnement de la Saskatchewan.

### 13.0 PERSONNES-RESSOURCES

Les personnes ci-après agissent comme les Personnes-ressources pour le présent Accord :

Directeur	Executive Director
Direction des activités de protection de l'environnement	Industrial Branch
Région des Prairies et du Nord	Saskatchewan Ministry of Environment
Environnement Canada	

**EN FOI DE QUOI**, le présent Accord a été exécuté pour le compte du Canada par le ministre fédéral de l'Environnement et le ministre fédéral des Pêches et des Océans, et pour le compte de la Saskatchewan par le ministre de l'Environnement de la Saskatchewan.

### GOVERNEMENT DU CANADA

_____	_____
Ministre de l'Environnement	Date

_____	_____
Ministre des Pêches et des Océans	Date

### GOVERNEMENT DE LA SASKATCHEWAN

_____	_____
Ministre de l'Environnement	Date